

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 14 décembre 2016 relative à l'évolution des produits de capacité commercialisés par GRTgaz et TIGF

Réponse de GRTgaz

PIV France Belgique

Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre par GRTgaz et Fluxys d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique au 1er octobre 2017 dans les conditions proposées par GRTgaz?

GRTgaz est favorable à la mise en œuvre du point d'interconnexion virtuel à compter du 1^{er} octobre 2017.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien de la commercialisation des 4 GWh/j de capacité rebours dans le sens Belgique vers France ?

GRTgaz est favorable au maintien des 4 GWh/j de capacité rebours dans le sens Belgique vers France si elles présentent un intérêt pour le marché.

Question 3 : Au 1er octobre 2017, préférez-vous le maintien du mécanisme de netting rebond avec l'UBI dans le sens Belgique vers France ou la suppression du netting rebond au profit du maintien de l'UBI dans les deux sens ?

GRTgaz préfère le maintien du netting rebond avec l'UBI dans le sens Belgique vers France qui présente plus de valeur pour le marché. En effet, cette fonctionnalité permet aux expéditeurs de respecter leurs engagements long terme en cas de travaux. De plus, conformément au règlement CAM, l'UBI est ouvert seulement lorsque l'ensemble des capacités disponibles ont été souscrites.

Question 4 : Considérez-vous, comme la CRE, que GRTgaz doit poursuivre ses efforts pour proposer à terme l'UBI dans les deux sens ainsi que le netting rebond ?

GRTgaz ne peut pas garantir à ce stade la mise en œuvre du netting rebond et de l'UBI dans les 2 sens en raison de la complexité opérationnelle associée.

De plus, dans le cas où cette évolution serait possible, cela induirait des impacts SI forts qui engendreront des coûts importants et une charge de travail significative sur une période déjà assez chargée en terme d'évolution avec la création de la place de marché unique.

Cependant, GRTgaz est prêt à étudier le sujet s'il y a un véritable intérêt du marché.

Question 5 : Avez-vous d'autres remarques concernant les modalités de mise en place du PIV ?

GRTgaz n'a pas d'autre remarque.

Substitution

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du service de substitution de manière anticipée, dès mars 2017, aux PIR sur lesquels le code CAM est appliqué (Alveringem, Jura, Obergailbach, Oltingue, Pirineos, Taisnières B et Taisnières H) ?

GRTgaz est favorable à la mise en place de ce service de manière anticipée. La date de mise en service devrait être possible pour mars 2017, sous réserve de la date de la délibération correspondante.

Ce service pourra être proposé sur les points sur lesquels le code CAM s'applique, à savoir Taisnières H, Taisnières B, Obergailbach et Alveringem. Le code CAM n'est pas d'application obligatoire sur les PIR Jura et Oltingue ; ainsi, les capacités ne sont pas commercialisées sous forme groupée sur ces points ; le service de substitution n'a donc pas lieu d'y être proposé.

Question 7 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition des GRT de ne pas appliquer le mécanisme de substitution en cas de congestion de l'interconnexion ?

GRTgaz considère en effet que l'application de ce mécanisme en cas de congestion pourrait distordre les prix : la demande en capacité bundlée augmenterait artificiellement lors de l'enchère, faisant augmenter les prix, alors que la capacité en question serait remise sur le marché à l'enchère suivante.

GRTgaz considère donc que l'expéditeur ne peut faire la demande de substitution que si l'enchère s'est clôturée au prix de réserve, c'est-à-dire en l'absence de congestion.

Question 8 : Souhaitez-vous, comme le propose TIGF, que le reliquat de capacité à l'issue des enchères soit alloué aux expéditeurs, ayant des capacités asymétriques, qui en font la demande ?

L'attribution de ce reliquat d'enchères en cas de congestion contractuelle semble complexe à mettre en œuvre pour un besoin très limité.

La mise en œuvre opérationnelle de ce mécanisme semble délicate ; TIGF propose que l'expéditeur ne participe pas au deuxième tour d'enchères. Il a en effet fait préalablement sa demande de conversion auprès du TSO français. Mais comment l'expéditeur achète-t-il sa capacité de l'autre côté de la frontière ? Il doit pour cela participer à l'enchère correspondante, en achetant le produit bundlé. Ce qui ne correspond pas à la proposition de TIGF.

Il ne semble donc pas possible à GRTgaz d'appliquer ce système d'attribution du reliquat d'enchères en respectant les règles CAM.

Même si cela était possible, GRTgaz voit certains freins à sa mise en œuvre : par exemple, comment déterminer le montant de la capacité à convertir à l'avance, alors que la quantité achetée dépend souvent du prix (premium). Ceci pour une efficacité limitée, puisque cela ne résoudra que très partiellement le problème d'asymétrie de l'expéditeur.

Question 9 : Avez-vous d'autres remarques sur les modalités de mise en œuvre de ce mécanisme ?

GRTgaz suggère, afin d'aller dans le sens du code réseau CAM et de maximiser les capacités bundlées, que l'ancienne capacité, qui se substitue à la nouvelle, devienne une capacité bundlée au même titre que la nouvelle.